



MARCHE DE SERVICES

Règlement de la Consultation Candidature (R.C. Candidature)

LA PHASE 1 : CANDIDATURE

Cadre réservé à CCI France

Marché N°

2	0	2	4	-	6	3	6										
---	---	---	---	---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Marché de prestation de service de gardiennage et de surveillance des locaux administratifs de CCI France

Procédure adaptée lancée en application des articles L.2123-1, R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-7, R. 2131-15, R. 2131-19 à R. 2131-20 et R.2162-13 à R. 2162-14

Date limite de remise des offres : **29/04/2024**
Heure limite de remise des offres: **11 heures**
Date d'envoi à la publicité au BOAMP : 03/04/2027

Ce document décrit le déroulement de la procédure et explique au candidat comment y répondre

A LIRE ATTENTIVEMENT



Conformément aux articles R.2132-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur n'accepte que les plis (candidature et offre) sous forme dématérialisée par le biais de la plate-forme disponible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Toute candidature ou offre sur support papier ou sur support physique électronique sera automatiquement rejetée (à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique).

SOMMAIRE

ARTICLE.1. PREAMBULE	4
ARTICLE.2. OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.1. OBJET DU MARCHÉ	4
2.2. ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE.3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1. PROCEDURE UTILISEE.....	5
3.2. FORME DU MARCHÉ	5
3.3. LIEUX D'EXECUTION OU DE LIVRAISON DES PRESTATIONS.....	5
3.4.DUREE DU MARCHÉ	6
3.4.1. DUREE D'EXECUTION	6
3.4.2. POINT DE DEPART DES PRESTATIONS ET DUREES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	6
3.5. REUNION PREPARATOIRE DE LANCEMENT.....	6
3.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
3.7. VARIANTES/OPTION/PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	7
3.7.1. LES VARIANTES.....	7
3.7.2. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES / SIMILAIRE	7
3.8. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES DURANT LA PHASE 1 « CANDIDATURE » ..	7
3.9. NOMENCLATURE	7
3.10. UNITE MONETAIRE ET LANGUE APPLICABLE	8
3.11. CALENDRIER PREVISIONNEL ET INDICATIF DE LA PROCEDURE.....	8
3.12. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	8
3.13. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) DE LA PHASE 1 « CANDIDATURE »	8
3.14. CONTENU DES CANDIDATURES	8
3.15. DEMATERIALISATION.....	9
ARTICLE.4. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT.....	9
ARTICLE.5. PRESENTATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE	9
5.1. REGLES APPLICABLES AUX CANDIDATURES PRESENTEES SEULES OU EN GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES (COTRAITANCE/SOUS-TRAITANCE)	9
5.2. INTERDICTION DE SOUMISSIONNER.....	10
5.3. INTERDICTION DE SOUMISSIONNER EN CAS DE GROUPEMENT ET DE SOUS-TRAITANCE.....	10
5.4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE	11
5.4.1. CANDIDATURE HORS DUME	11
5.4.2. CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME	12
5.5. TRANSMISSION DES JUSTIFICATIFS ET MOYENS DE PREUVE CONCERNANT L'APTITUDE ET LES CAPACITES DU CANDIDAT	12
5.6. PRECISIONS CONCERNANT LE GROUPEMENT.....	13
5.7. PRECISIONS SUR LA SOUS-TRAITANCE	13
5.7.1. CANDIDATURE HORS DUME	13
5.7.2. CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME	13

ARTICLE.6. CHOIX DES CANDIDATURES ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE	13
6.1. SELECTION DES CANDIDATURES.....	13
6.1.1. VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATIONS ET DE RECEVABILITE DES CANDIDATURES	13
6.1.2. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	14
6.1.3. CHOIX DES CANDIDATS ADMIS A REMETTRE UNE OFFRE.....	14
ARTICLE.7. NEGOCIATION AU COURS DE LA PHASE 2 « OFFRE »	15
ARTICLE.8. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES.....	15
8.1. MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES	15
8.2. CONDITIONS DE DELAI	16
ARTICLE.9. ATTRIBUTION DU MARCHE.....	16
9.1. DOCUMENTS A FOURNIR	16
9.2. MISE AU POINT	17
9.3. SIGNATURE DU MARCHE	17
ARTICLE.10. CANDIDATS ELIMINES.....	17
ARTICLE.11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17
ARTICLE.12. RECOURS	18
12.1. INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS	18
12.2. INTRODUCTION DES RECOURS	18
ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION RELATIVE A LA DEMATERIALISATION.....	19

ARTICLE.1. PREAMBULE

Compte tenu de la nature des prestations de service du présent marché et de la forte concurrence dans ce secteur d'activité, le pouvoir adjudicateur décide de recourir à une procédure adaptée restreinte.

Cette procédure se déroulera donc en deux phases :

Phase 1 « Candidature »

- Lancement de la consultation ;
- Remises des candidatures ;
- Analyse des candidatures ;
- Sélection des candidats ;
- Rejet des candidats non admis à la Phase 2 « Offre » ;

Phase 2 « Offre »

- Transmission des documents de la consultation aux candidats retenus à la Phase 2 « Offre » ;
- Remises des offres ;
- Analyse des offres avec une phase de négociation éventuelle ;
- Attribution du marché ;
- Rejet des candidats qui n'ont pas présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Signature du marché ;
- Notification.

Le site est composé d'un seul bâtiment situé au 8-10 rue Pierre Brossolette à Levallois-Perret dans les Hauts-de-Seine. Il est occupé par 120 collaborateurs environ.

Le futur Titulaire s'engagera à appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur en matière de législation du travail, sécurité sociale et législation fiscale ainsi que les textes relatifs à la reprise du personnel.

Le présent règlement de consultation de la Phase 1 « Candidature » n'a pas pour effet de solliciter dans l'immediat une proposition technique et financière mais uniquement une candidature dont les documents sont listés à l'article 5.4 ci-dessous.

ARTICLE.2. OBJET DE LA CONSULTATION

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'un Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes (SSIAP) pour la surveillance des locaux administratifs de CCI France.

La vacation minimale fait l'objet d'un forfait annuel durant les jours ouvrés de CCI France (du lundi au vendredi), à savoir :

- Agent de surveillance de 7h00 à 14h00
- Agent de surveillance de 14h00 à 21h00

Ces horaires et jours d'intervention peuvent être réduits ou étendus par l'émission de bon de commande.

La description des prestations et leurs spécifications techniques seront indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et seront transmises aux candidats sélectionnés à l'issue de la Phase 1 « Candidature ».

2.2. Allotissement

Conformément aux dispositions des articles L.2113-10 à L.2113-11 et R.2113-3 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti. Les prestations ne répondent pas à des besoins dissociables. La dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

ARTICLE.3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure utilisée

La procédure utilisée pour la passation du marché est la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-7, R.2131-15 et R.2131-19 à R.2131-20 du Code de la commande publique.

Cette procédure se compose de deux phases, à savoir :

- ☞ Phase 1 « Candidature » : Conformément aux dispositions des articles R2142-15 à R2142-18 du code de la commande publique, le nombre de candidats admis à présenter une offre sera au minimum et au maximum de 5 candidats.

Si le nombre de candidats n'atteint pas le minimum, l'Acheteur se réserve la possibilité de poursuivre la procédure avec les candidats ayant les capacités requises conformément au présent règlement de la consultation.

A l'issue de la Phase 1 « Candidature », seuls les candidats retenus sont informés des modalités d'accès au dossier de consultation des entreprises pour le dépôt de leurs offres.

Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

- ☞ Phase 2 « Offre » : Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, CCI France se réserve la possibilité de négocier avec les 3 meilleures propositions à l'issue de la première analyse des offres.

3.2. Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre pour partie forfaitaire et pour partie à bon de commande sans minimum et avec maximum de 50 000 €HT sur la durée totale du marché conformément aux dispositions des articles R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire

3.3. Lieux d'exécution ou de livraison des prestations

Les prestations seront exécutées dans les locaux de CCI France situés au 8-10 rue Pierre Brossolette, 92300 Levallois-Perret.

Il est à noter que des prestations pourront avoir lieu le samedi, le dimanche et jours fériés à l'occasion d'événements organisés par CCI France, de travaux réalisés par des prestataires extérieurs, prestations de ménage... mais également en cas de déclenchement d'alarme dans les locaux du Titulaire (y compris en dehors des heures d'ouverture du bâtiment ou la nuit).

3.4. Durée du marché

3.4.1. Durée d'exécution

Le marché est conclu pour une durée d'un an (12 mois) à compter de sa notification.

Si dans un délai de deux mois précédant la date d'expiration du marché, celui-ci n'est pas dénoncé par CCI France par lettre recommandée avec accusé de réception, il se poursuivra par tacite reconduction pour une durée d'un an.

La durée totale du marché ainsi reconduite ne pourra excéder 4 ans (48 mois) à dater de sa notification.

Les bons de commande pourront être notifiés au titulaire pendant toute la durée du marché.

La date de notification qui doit être prise en compte est celle figurant sur le récépissé de l'AR.

3.4.2. Point de départ des prestations et durées d'exécution des bons de commande

Les prestations forfaitaires débutent à compter de leur notification.

CCI France pourra émettre et notifier au Titulaire des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché.

La durée d'exécution des bons de commandes ne pourra excéder trois (3) mois au-delà du terme du marché.

Les bons de commande émis par CCI France et notifiés au Titulaire fixent la durée d'exécution des prestations commandées. Aucun bon de commande ne peut être passé après l'expiration du marché.

Les bons de commande préciseront la nature des prestations exécutées, et ils en détermineront la quantité. L'exécution des prestations, objet des bons de commande, démarrera à la date fixée dans le bon de commande.

3.5. Réunion préparatoire de lancement

Dès notification du marché au Titulaire, une réunion préparatoire sera organisée dans les locaux de CCI France au cours de laquelle seront définis l'ensemble des prérequis nécessaire à la mise en place du marché ainsi que le planning de mise en œuvre et la présentation des intervenants.

Le Titulaire s'engage, par la suite, à participer aux réunions de suivi de marché organisées par CCI France.

3.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours, à compter de la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation « Phase offre ». Les candidats seront informés par courrier via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) du résultat de la procédure.

3.7. Variantes/Option/Prestations supplémentaires

3.7.1. Les variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.7.2. Prestations supplémentaires / similaire

En cours d'exécution du marché, CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations supplémentaires par le Titulaire du présent marché.

Cette possibilité devra respecter des conditions énoncées aux articles R.2194-2 à R.2194-4 du Code de la Commande Publique.

CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations similaires par le Titulaire du présent marché conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

CCI France se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au(x) titulaire(s) du marché conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

3.8. Modification du dossier de consultation des entreprises durant la Phase 1 « Candidature »

CCI France se réserve la possibilité d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date de remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Toutefois, ces modifications ne pourront pas porter sur les éléments substantiels de la consultation.

En cas de modification substantielle, un délai supplémentaire de remise des candidatures sera accordé aux opérateurs économiques.

Le candidat doit alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les entreprises ayant retiré le DCE et s'étant identifiées sont informées par CCI France de la modification intervenue.

De ce fait, l'attention des candidats est attirée sur l'importance de s'identifier lors du retrait du DCE.

3.9. Nomenclature

Nomenclature principale :

Numéro de nomenclature CPV	Intitulé
79713000-5	Services de gardiennage

Nomenclature secondaire :

Numéro de nomenclature CPV	Intitulé
79714000-2	Services de surveillance
71700000-5	Services de surveillance et de contrôle

3.10. Unité monétaire et langue applicable

Les offres financières doivent être obligatoirement libellées en euros.

Les candidatures sont rédigées en langue française. Tout document en langue étrangère sera considéré comme non fourni. Si le candidat souhaite joindre à sa candidature un document qu'il n'est pas en mesure de fournir en langue française, il y joint une traduction en français.

3.11. Calendrier prévisionnel et indicatif de la procédure

Le calendrier est prévisionnel et n'a pas de valeur engageante.

	Dates prévisionnelles et indicatives négociation	Dates prévisionnelles et indicatives sans négociation
Lancement de la consultation	xx/03/2024	xx/03/2024
Date limite de remise des candidatures	xx/03/2024 – 11h00	xx/03/2024 – 11h00
Sélection des candidats + Envoi du DCE phase offre	xx avril 2024	xx avril 2024
Date limite de remise des offres	xx avril/mai 2024	xx mai 2024
<i>Négociations éventuelles</i>	<i>Semaine 18/19</i>	
<i>Date limite de remise des offres finales</i>	<i>Semaine 21/22</i>	
Attribution	Semaine 24	Semaine 21/22
Signature	Semaine 25	Semaine 23/24
Notification	fin juin/début juillet	Fin juin

3.12. Renseignements d'ordre administratif

Il est rappelé que le ou les signataire(s) doivent être habilités à engager la société.

Les soumissionnaires désignent, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Ils mettent en place les procédures permettant, au pouvoir adjudicateur, de s'assurer que leurs candidatures et leurs offres sont transmises et signées par cette personne.

3.13. Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE) de la phase 1 « Candidature »

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient :

- Le présent Règlement de la Consultation de la phase 1 « Candidature » (RC- Candidature) et ses annexes à savoir ;
 - ☞ Les dispositions relatives à la dématérialisation ;
 - ☞ Le cadre de réponse « candidature ».
- Un modèle de DC1 (lettre de candidature-co-traitance) ;
- Un modèle de DC2 (déclaration du candidat) ;
- Un modèle DC4 (sous-traitance).

Le DCE est accessible et téléchargeable sur la PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

3.14. Contenu des candidatures

Les candidats doivent présenter une candidature conformément à l'article 5.4 du présent Règlement de la Consultation et respectant le cadre de réponse de candidature

3.15. Dématérialisation

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, les soumissionnaires **ont l'obligation** de déposer leurs candidatures exclusivement par voie électronique via la PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ils devront faire de même pour déposer leur offre s'ils sont sélectionnés pour la Phase 2 « Offre ».

ARTICLE.4. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les dépenses relatives à l'exécution du marché seront imputées sur le budget de CCI France.

Le Titulaire est payé par virement bancaire.

Les imputations budgétaires sont les suivantes :

Section budgétaire : 00094

Code article : 628BB - Gardiennage immeuble

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Les conditions de règlement et de facturation du marché seront détaillées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui sera transmis aux candidats sélectionnés à la Phase 2 « Offre ». Il est fait application des articles R.2191-1 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

ARTICLE.5. PRESENTATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

5.1. Règles applicables aux candidatures présentées seules ou en groupement d'opérateurs économiques (cotraitance/sous-traitance)

Les entreprises peuvent présenter leur candidature soit en qualité de candidat individuel, soit en tant que groupement.

L'Acheteur n'exige pas que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée : groupement conjoint ou solidaire.

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- ☞ En qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ;
- ☞ En qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La composition du groupement ne peut être changée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché dans les conditions fixées par la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, sous réserve de l'acceptation par l'acheteur du ou des sous-traitants. Il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

5.2. Interdiction de soumissionner

Outre les interdictions de soumissionner obligatoires définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique et l'obligation d'être en règle vis-à-vis des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés, CCI France retient, en application des articles L.2141-7 à L.2141-11 du Code précité, les interdictions de soumissionner facultatives suivantes :

- Les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de CCI France d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du présent marché, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'exercer une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
- Les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ;
- Les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner obligatoire ou facultative, il en informe, sans délai, CCI France. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

5.3. Interdiction de soumissionner en cas de groupement et de sous-traitance

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, CCI France exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, CCI France exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

5.4. Présentation de la candidature

5.4.1. Candidature hors DUME

Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- **Lettre de candidature** ou formulaire **DC1** ci-joint au document de la consultation (ou téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ou équivalent, dûment rempli, daté. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le formulaire DC1 doit être rempli par chaque membre du groupement ;
- **Déclaration du candidat** ou formulaire **DC2** ci-joint au document de la consultation (ou téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>), ou équivalent, dûment rempli, daté ;

Ces documents devront être accompagnés des justificatifs et moyens de preuves concernant l'aptitude et les capacités du candidat suivants :

1- Au titre de la capacité juridique

- Attestation d'inscription au registre du commerce et des sociétés (K-bis ou équivalent) ;
- **Déclaration sur l'honneur** (ou la remise du document **DC1**) dans laquelle il atteste ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés à l'article 5.1 ;
- **Copie du jugement** prononcé si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat ;
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Le relevé d'identité bancaire ou postal ;

Le candidat doit impérativement remplir le cadre de réponse de candidature joint aux documents de la consultation pour renseigner les points 2 et 3 indiqués ci-dessous.

2- Au titre de la capacité économique et financière

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (ou la remise du document DC2) et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire ces renseignements, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent, comme par exemple une déclaration appropriée des banques.
- En cas d'exercice inférieur ou supérieur à 12 mois, celui-ci est ramené à 12 mois au prorata temporis.

3- Au titre de la capacité technique et professionnelle

- **Déclaration** indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Les titres** d'études et professionnels des cadres de l'entreprise notamment des responsables de conduite des prestations de même nature que celle du marché ;
- **La politique** en matière de formation et de gestion des compétences ;
- **Les certifications** de qualifications professionnelles ou équivalentes, à savoir :
 - ☞ La formation à la manipulation des extincteurs ;
 - ☞ La formation SSIAP1 minimum,
 - ☞ La formation ERP ;
 - ☞ La formation au défibrillateur.

Les attestations liées aux formations visées ci-dessus seront à joindre au mémoire technique (annexe 2 du règlement de la consultation).

En outre les personnels sur site doivent détenir les diplômes et habilitations suivantes qui seront à joindre au mémoire technique (annexe 2 du règlement de la consultation) :

- ☞ Un diplôme de secouriste (Sauveteur secouriste du travail – SST) ;
- ☞ Une habilitation électrique (HOV-BO) pour :
 - Accompagner éventuellement les intervenants techniques et/ou les agents ERDF aux postes de transformation ;
 - Permettre à l'agent de rentrer dans les locaux techniques (ex : la chaufferie, la centrale de traitement d'air).
- **Les références techniques** précises de prestations similaires de moins de trois années (joindre les noms et les numéros de téléphone du correspondant susceptible d'être joint par CCI France). Les références seront appréciées sur la base :
 - D'au moins 3 références pour un immeuble tertiaire ;
 - D'au moins 3 références pour un donneur d'ordre publics ;
 - D'au moins 3 références pour un immeuble type ERP recevant un maximum de 350 personnes par jour.

Pour chacune des références, le candidat indiquera :

 - ☞ Le montant ;
 - ☞ La date, le lieu d'exécution et la durée de la mission ;
 - ☞ Le destinataire public ou privé et son secteur d'activités (préciser le nom d'un contact client) ;
 - ☞ Le contexte, notamment technique, et les objectifs de la mission ;
 - ☞ Les principaux résultats et enseignements de la mission.
- **Tout autre élément permettant** de justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par CCI France, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par CCI France.

5.4.2. Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME papier. Le DUME comporte les éléments demandés ci-dessus à l'article 5.4.1.

5.5. Transmission des justificatifs et moyens de preuve concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis lors de la transmission de l'acte de candidature.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs moyens de preuve lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En outre, les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent, dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

5.6. Précisions concernant le groupement

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

5.7. Précisions sur la sous-traitance

5.7.1. Candidature hors DUME

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) ci-joint au document de la consultation ou disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>; dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Dans le cas où la demande de sous-traitance est présentée après la conclusion du marché, le Titulaire remet à CCI France les documents énumérés ci-dessus contre récépissé ou les adresse par lettre recommandée avec accusé de réception.

5.7.2. Candidature sous forme de DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct contenant les informations nécessaires à l'analyse de ses capacités. Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part de l'accord cadre, il renseigne la partie II-D du DUME. Les soumissionnaires devront remettre les documents listés ci-dessus.

ARTICLE.6. CHOIX DES CANDIDATURES ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE

6.1. Sélection des candidatures

6.1.1. Vérification des conditions de participations et de recevabilité des candidatures

L'analyse des candidatures est effectuée conformément aux articles L.2142-1 et R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, si l'Acheteur constate que des pièces de candidature dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

Sont éliminés :

- Les candidatures arrivées hors délai ;
- Les candidatures qui ne démontrent pas d'aptitude à exercer l'activité professionnelle, qui ne présentent pas les capacités et garanties techniques et professionnelles, ni les capacités économique et financière suffisantes au regard de l'objet du marché et de ses conditions d'exécution ;
- Les candidatures pour lesquelles il est constaté que des pièces dont la production était réclamée à l'article 5.4 du présent règlement de consultation de la Phase 1 « Candidature » sont absentes ou incomplètes (sauf décision de CCI France de demander le complément des dossiers de candidature).

En cas de groupement, les capacités professionnelles, techniques et financières sont appréciées globalement.

En application de l'article R.2144-5 du Code de la commande publique, les capacités financières et techniques, ainsi que les références professionnelles sont analysées avant envoi de l'invitation à soumissionner.

6.1.2. Critères de sélection des candidatures

CCI France décide de fixer le nombre de candidats admis à remettre une offre à 5 minimum et maximum.

Les dossiers de candidature sont examinés à partir des pièces fournies par les candidats, et évalués en fonction des critères et suivants :

Critère de candidature	Pondération	
Critère 1 : Capacités économiques et financières.	20%	Critère analysé au regard du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché sur les trois derniers exercices disponibles.
Critère 2 : Capacité technique et savoir- faire	30%	Critère analysé sur la base des effectifs moyens annuels, de l'importance du personnel d'encadrement de l'indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise notamment des responsables de conduite de même nature que celle du marché et de la politique en matière de formation et de gestion des compétences.
Critère 3 : Compétences professionnelles	50%	Critère analysé sur la base des certifications de qualifications professionnelles ou équivalentes demandées et des principales références (3 références pour un immeuble tertiaire, 3 références pour un donneur d'ordre publics et 3 références pour un immeuble type ERP recevant un maximum de 350 personnes par jour), effectuées au cours des trois dernières

6.1.3. Choix des candidats admis à remettre une offre

A l'issue de l'analyse des candidatures, CCI France effectue un classement des candidats. Seuls les 5 candidats les mieux classés seront admis à remettre une offre.

ARTICLE.7. NEGOCIATION AU COURS DE LA PHASE 2 « OFFRE »

L'Acheteur se réserve la possibilité d'organiser une ou plusieurs auditions afin, notamment, de permettre aux soumissionnaires et à CCI France de négocier les offres déposées.

CCI France se réserve la possibilité de négocier avec les 3 meilleures propositions à l'issue de la première analyse des offres dans le respect d'une stricte égalité de traitement entre les soumissionnaires et des principes de transparence et d'impartialité.

La date à laquelle ces négociations auront lieu sera communiquée ultérieurement et après la date limite de remise des offres. Les soumissionnaires seront convoqués par courrier électronique à la date du rendez-vous.

Tout soumissionnaire est tenu de participer à cette audition à la date convenue avec l'Acheteur sous peine d'être éliminé de la consultation. Le soumissionnaire éliminé ne pourra prétendre à aucune indemnisation. Lors de ces négociations la présence de l'équipe projet pressentie serait souhaitable, à défaut la présence du chef de projet est requise.

L'audition aura lieu en visioconférence ou dans les locaux de CCI FRANCE 8-10 rue Pierre Brossolette à Levallois-Perret.

La négociation sera d'une durée de 2 heures maximum pour chaque soumissionnaire. Compte tenu de cette durée et afin d'aborder plus directement les thèmes importants de l'offre du soumissionnaire, il ne sera pas nécessaire pour ce dernier de présenter l'histoire, l'organisation et les résultats financiers de son institution.

L'Acheteur posera, si nécessaire, des questions au soumissionnaire au cours de son audition sur tous les aspects de son offre. Ces échanges permettront à l'Acheteur de s'assurer que le contenu de l'offre du soumissionnaire et les solutions apportées, sont bien en adéquation aux besoins exprimés.

A l'issue des négociations le représentant de l'Acheteur remettra à chacun des soumissionnaires un compte-rendu individualisé qui comportera les demandes de précisions et, le cas échéant, les points négociés. Ce compte-rendu sera transmis par courrier électronique aux soumissionnaires postérieurement aux négociations avec le cas échéant des demandes de précision de leur offre compte tenu des négociations.

L'attribution du marché sera effectuée, au soumissionnaire le mieux disant, sur la base de son offre définitive, postérieurement aux négociations, appréciée en fonction des critères et sous-critères précisés dans le règlement de la consultation phase offre.

Toutefois, conformément à l'Avis de marché, l'Acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

ARTICLE.8. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

8.1. Modalités de remise des candidatures

Pour rappel et conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur dossier exclusivement par voie électronique via la PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

La remise par voie électronique ne peut se faire que sur la plate-forme de dématérialisation www.marches-public.gouv.fr

Les télécopies ou envois par e-mail pour la remise des candidatures et offres ne sont pas autorisés.

NB : La candidature remise électroniquement ne requiert pas de certificat électronique de signature. La remise de documents numérisés suffit.

Au stade de l'attribution, il sera demandé à l'attributaire de matérialiser l'acte d'engagement c'est-à-dire d'apposer sa signature manuscrite sur le document en format papier.

Les candidats peuvent déposer s'ils le souhaitent une offre signée électroniquement.

Les candidats disposent sur le site d'une aide, pour les procédures électroniques, exposant le mode opératoire relatif au dépôt des dossiers.

En outre pour toutes demandes d'assistance technique, question ou tout problème rencontré, le candidat peut contacter les conseillers techniques du site :

<https://www.marchespublics.gouv.fr/>

Par téléphone : 01 76 64 74 07

Par mail : place.support@atexo.com

Dans le cas où une offre est susceptible d'entraîner la transmission de documents volumineux, et pour éviter tout retard consécutif aux aléas de transmission électronique qui pourraient en résulter, il appartient au candidat d'envoyer son pli électronique dans les temps.

Il est à noter que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à remettre.

Les indications détaillées, relatives notamment à la remise d'une copie de sauvegarde et le fonctionnement de la plate-forme (PLACE), sont présentées en annexe du présent document.

8.2. Conditions de délai

Les candidats devront impérativement déposer leur candidature **avant le 29 avril 2024 à 11h00.**

Il appartient au candidat de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires au respect impératif du délai de remise des candidatures.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure indiquées en page de garde du présent document, ainsi que ceux ne respectant pas les dispositions indiquées ci-dessus, ne seront pas retenus.

ARTICLE.9. ATTRIBUTION DU MARCHE

9.1. Documents à fournir

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé, dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Si le soumissionnaire a répondu par voie dématérialisée et dispose d'un numéro de SIRET, l'acheteur se procure directement ces attestations auprès des services concernés. En cas d'impossibilité de se les procurer,

l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

- Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Dans tous les cas, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

Lorsque le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché entre dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner facultative, il est invité à établir, par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

9.2. Mise au point

Il peut être demandé au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

9.3. Signature du marché

Le marché est signé par les deux parties avant tout commencement d'exécution.

ARTICLE.10. CANDIDATS ELIMINES

Tout candidat éliminé sera avisé via la plateforme par l'envoi d'un message.

ARTICLE.11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les demandes de précision d'ordre administratif et technique seront impérativement envoyées sur la PLACE à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/> à la rubrique Questions.

CCI France se laisse la possibilité de ne pas donner suite aux questions adressées 10 jours calendaires avant la date de remise des offres.

CCI France répond à tous les candidats jusqu'au 6ème jour calendaire précédent la date limite de remise des offres.

A noter que toutes questions dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres et sur le délai devra parvenir au correspondant administratif sous forme écrite.

La réponse de l'acheteur, si elle intéresse l'ensemble des soumissionnaires, sera portée à leur connaissance.

12.1. Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif,
2-4 bd de l'Hautil
BP 30322
95027 Cergy Pontoise Cedex
Tél. : 01.30.17.34.00 / Fax : 01.30.17.34.59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr
<http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

12.2. Introduction des recours

Les précisions concernant les délais d'introduction des recours pourront être obtenus auprès du :

Tribunal administratif,
2-4 bd de l'Hautil
BP 30322
95027 Cergy Pontoise Cedex
Tél. : 01.30.17.34.00 / Fax : 01.30.17.34.59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr
<http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

La forme des documents transmis par le soumissionnaire doit permettre à CCI France d'ouvrir les pièces sans le concours de celui-ci.

Les documents électroniques pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

CCI France ne pourra être tenue pour responsable des dommages, troubles, directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de la dématérialisation des procédures.

1 - Dépôt électronique des plis (candidature et offre)

- Les candidatures et les offres doivent être déposées sur le site suivant :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Tout dépôt sur un autre site ou sur adresse électronique est nul et non avenu rendant ainsi irrecevable le pli du candidat.

Les soumissionnaires disposent sur le site d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des candidatures et des offres.

En outre pour toutes demandes d'assistance technique, question ou tout problème rencontré, le soumissionnaire peut contacter les conseillers techniques du site

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Par téléphone : 01 76 64 74 07

Par mail : place.support@atexo.com

- Le pli dématérialisé comporte les éléments relatifs à la candidature et les éléments relatifs à l'offre.

Les opérateurs économiques doivent constituer et déposer leur candidature et offre en ligne par transmission électronique.

La candidature et l'offre doivent comporter les éléments figurant dans le présent règlement de la consultation.

Le candidat transmet sa candidature et son offre impérativement **avant la date et l'heure limites** indiquées dans le présent règlement de la consultation.

Un message lui indique que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Le pli dont l'avis de réception (figurant sur la plate-forme) est délivré après la date et l'heure limites fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence est rejeté sans être ouvert.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie au candidat que sa réponse n'est pas parvenue à l'administration.

2 – Copie de sauvegarde

Le candidat peut, à titre de copie de sauvegarde, transmettre sur support papier ou support physique électronique (Cd, clé USB, DVD...etc.) sa candidature et son offre. Cette copie de sauvegarde doit impérativement parvenir avant la date et l'heure limite de remise de l'offre fixée dans le présent règlement de la consultation.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans une enveloppe fermée comportant la mention lisible de « **COPIE DE SAUVEGARDE pour la consultation relative à** ».

A défaut d'une telle mention la candidature et l'offre seront déclarées irrecevables.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'administration que dans les cas suivants :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais et identifiée comme telle.

Cette copie est envoyée à l'adresse suivante :

CCI France
Secrétariat Général - Pôle Budget Comptabilité Achats
8-10 rue Pierre Brossolette - CS 90166
92309 Levallois-Perret Cedex

3 – Transmission et taille du dossier transmis

Les offres, même volumineuses, doivent parvenir complètes dans les délais fixés par CCI France. Dans le cas où une offre est susceptible d'entraîner la transmission de documents volumineux, et pour éviter tout retard consécutif aux aléas de transmission électronique qui pourraient en résulter, il appartient au candidat d'envoyer son pli électronique dans les temps.

Il est à noter que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à remettre.

4 - Recommandation sur les formats de transmission

Hormis les documents fournis dans le dossier de consultation électronique, les fichiers remis par les candidats doivent être au choix des formats suivants :

- PDF ;
- doc (Word version 97 ou équivalent) ;
- xls (Excel version 97 ou équivalent) ;
- ppt (Powerpoint version 97 ou équivalent)
- suite Open Office.

Les opérateurs économiques sont invités à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».

Dans l'hypothèse où le candidat prévoit d'envoyer des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, il doit prévoir de les scanner avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

CCI France se réserve le droit de convertir les formats (dans lesquels ont été encodés les fichiers transmis) au moment de l'archivage et ceci afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

5 – contrôle des virus

Les soumissionnaires s'assurent avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant.

Si un programme informatique malveillant est détecté, un programme de réparation du document contaminé pourra être mis en œuvre. Dans cette hypothèse :

- soit le document retrouve son intégrité initiale et peut être examiné dans le cadre de la procédure. Il est à noter qu'aucune réparation ne peut garantir la conformité de l'offre par rapport à celle transmise à l'origine
- soit le document ne peut pas être réparé, dans ce cas CCI France considérera ce document comme nul ou incomplet. L'opérateur économique en est informé dans les conditions de l'article 99 - II du décret.

Si le candidat a envoyé une copie de sauvegarde conformément aux dispositions décrites ci-dessus cette dernière sera ouverte et analysée.

Attention : si la copie de sauvegarde contient elle-même un programme malveillant, CCI France tentera une réparation dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

6 – Signature électronique

La candidature et l'offre ne nécessitent pas de signature, toutefois si le candidat souhaite signer les documents il devra le faire en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique.

Par conséquent le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Rappel général :

- un fichier zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
- une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

- a) Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue".

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

<http://references.modernisation.gouv.fr/fr>

http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

<http://www.entreprises.gouv.fr/numerique/certificats-signature-electronique>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Dans ce deuxième cas, le signataire transmet à titre de justificatifs les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

b) Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE. Dans ce cas, il est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

2^{ème} cas : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1. produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
2. permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce deuxième cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.) ; la fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

8 - Filtre anti-spam

Attention aux filtres anti-spam :

Les courriels envoyés par la plateforme le sont depuis l'adresse électronique :

« nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr »

Il convient donc d'ajouter cette adresse dans la liste blanche de votre serveur/client de messagerie/logiciel tiers anti-spam afin que les courriels envoyés depuis PLACE ne soient pas filtrés.